

# 2016

Synthèse

## INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

ATTEINDRE L'OBJECTIF FAIM ZÉRO

Octobre 2016



 welt  
hunger  
hilfe

 INTERNATIONAL  
FOOD POLICY  
RESEARCH  
INSTITUTE  
IFPRI

**CONCERN**  
worldwide

**L'Indice de la faim dans le monde 2016 (GHI) - le onzième d'une parution annuelle - propose une mesure multidimensionnelle de la faim dans le monde au niveau international, national et régional. Ce rapport montre que depuis 2000, des progrès visant à réduire la faim ont été réalisés, mais des efforts restent encore à fournir étant donné les niveaux de la faim estimés « graves » ou « alarmants » dans encore 50 pays. Cette année, le GHI prend un nouveau tournant en abordant le développement international consacré par l'Agenda 2030 des Nations Unies sur le Développement Durable. Cet Agenda envisage l'éradication de la faim d'ici 2030 dans l'un de ses 17 Objectifs.**

## L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

Cette année, les scores de l'Indice de la faim dans le monde (GHI) ont été calculés à l'aide d'une formule révisée et améliorée, introduite en 2015. L'insuffisance pondérale infantile, seul indicateur de la sous-alimentation infantile pris en compte les années précédentes, a été remplacé par le retard de croissance infantile et l'émaciation. Tous les indicateurs ont été uniformisés dans cette formule améliorée afin d'équilibrer leur contribution à l'indice global et aux changements des scores GHI dans le temps. Ces changements reflètent la pensée actuelle de la nutrition et du calcul de l'Indice de la faim.

Le GHI 2016 combine les quatre indicateurs suivants pour calculer chacun des scores GHI :

- ▶ La sous-alimentation : proportion de la population sous-alimentée en pourcentage de la population totale (part de la population souffrant d'un apport calorique insuffisant) ;
- ▶ L'émaciation infantile : proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation (poids trop faible pour leur taille en raison d'une dénutrition aiguë) ;
- ▶ Le retard de croissance infantile : proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance (taille trop petite pour leur âge en raison d'une dénutrition chronique) ;

- ▶ La mortalité infantile : taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (reflète partiellement les conséquences néfastes d'un apport nutritionnel inapproprié associé à un environnement insalubre).

Les données de ces indicateurs sont tirées des estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), UNICEF, la Banque mondiale, les Enquêtes Démographiques de Santé (EDS), le Groupe inter-institutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile (UN IGME) et l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI). Le GHI 2016 est calculé pour 118 pays pour lesquels les données sont disponibles et reflètent les données de 2010 à 2016.

Le GHI classe les pays sur une échelle de 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire, bien qu'aucun de ces deux extrêmes ne soit atteint dans la pratique. Les valeurs inférieures à 10 reflètent un faible niveau de la faim, les valeurs de 10 à 19,9, un niveau modéré, les valeurs de 20 à 34,9, un niveau grave, les valeurs de 35 à 49,9, un niveau alarmant, et les valeurs de 50 ou plus représentent un niveau de la faim extrêmement alarmant (graphique 1).

GRAPHIQUE 1 NOMBRE DE PAYS PAR NIVEAU DE FAIM



Source : auteurs

Note : Actuellement, aucun pays ne tombe dans la catégorie « extrêmement alarmant ». Néanmoins, il manque des données à jour pour certains pays dont le Burundi, les Comores et l'Erythrée, qui apparaissent dans cette catégorie dans au moins l'un des deux derniers rapports GHI.

# CLASSEMENT ET TENDANCES

Le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde demeure à un niveau inacceptable. En effet, près de 795 millions de personnes sont considérées comme étant chroniquement sous-alimentées, tandis qu'environ un enfant sur quatre souffre d'un retard de croissance et 8% des enfants souffrent d'émaciation.

Ceci étant, le GHI montre malgré tout des progrès dans la lutte contre la faim (Graphique 2). Le GHI 2016 des pays en développement a chuté de 29 % par rapport au GHI de 2000, passant d'un score de 30 à 21,3. Ces moyennes mondiales masquent toutefois des différences considérables entre les régions et les pays. En effet, l'Afrique Subsaharienne et l'Asie du Sud ont les scores GHI les plus élevés, atteignant respectivement 30,1 et 29, reflétant des niveaux de la faim « graves ». En revanche, les scores GHI pour l'Asie de l'Est et du Sud, le Proche-Orient, l'Afrique du Nord, l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants se situent entre 7,8 et 12,8, et représentent des niveaux de la faim faibles ou modérés. En outre, on remarque de fortes disparités au sein de chaque région ; des hypothèses pour un pays en particulier ne pourront pas être établies sur la base du score global de la région géographique à laquelle il appartient.

## Signes de progrès

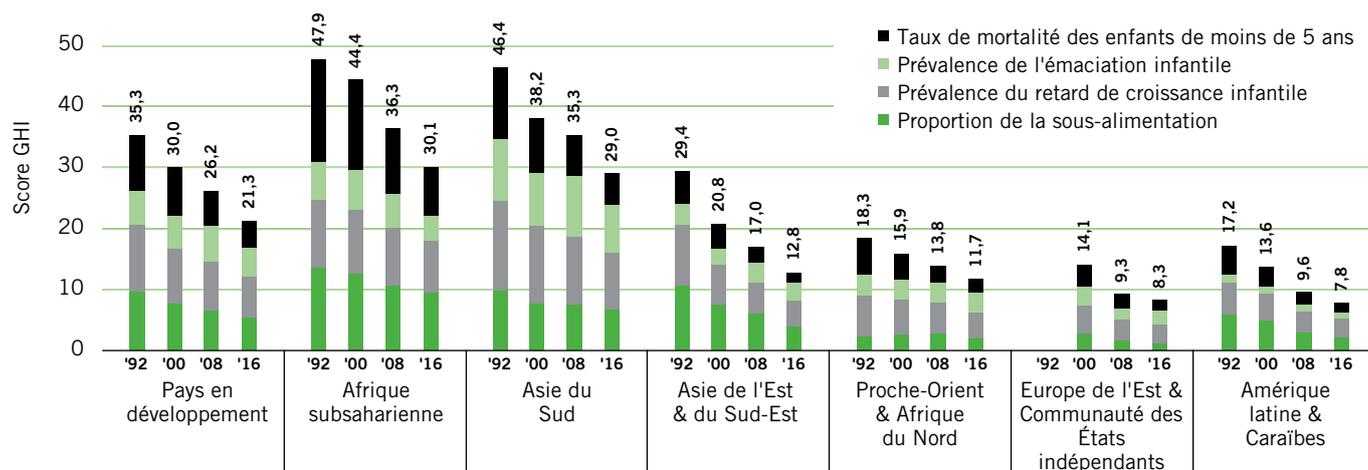
Entre le GHI de 2000 et celui de 2016, 22 pays ont réalisé des progrès remarquables, réduisant d'au moins 50 % leur score GHI. En outre, 70 pays ont réalisé des progrès considérables, faisant chuter leur score GHI de 25 % à 49,9 % ; et 22 pays ont diminué leur score GHI de moins de 25 %. Toutefois, malgré ces progrès,

50 pays souffrent encore de la faim à un niveau « grave », voire « alarmant ».

Depuis 2000, parmi tous les pays ayant un niveau de la faim « grave » ou « alarmant », le Myanmar, le Rwanda et le Cambodge ont réalisé la plus forte baisse du pourcentage de la faim. En effet, dans chacun de ces trois pays, le GHI 2016 montre une baisse d'un peu plus de 50 % par rapport aux scores de l'an 2000. Victimes d'instabilité politique et de guerres civiles au cours des dernières décennies, ces pays connaissent une nette amélioration du niveau de la faim qui illustre une stabilité retrouvée.

Cette année, le rapport ne comprend pas les scores GHI pour 13 pays (Bahreïn, Bhoutan, Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Erythrée, Libye, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, et République arabe syrienne), les données sur la prévalence de la sous-alimentation et, dans certains cas, des données ou des estimations sur le retard de croissance des enfants et l'émaciation des enfants, n'étant pas disponibles. Sur la base des données et des estimations des indicateurs GHI disponibles, ainsi que des informations fournies par des organisations internationales spécialisées dans la faim et la malnutrition, 10 pays sur les 13 (tous à l'exception du Bhoutan, Bahreïn et Qatar) font l'objet de préoccupations importantes.

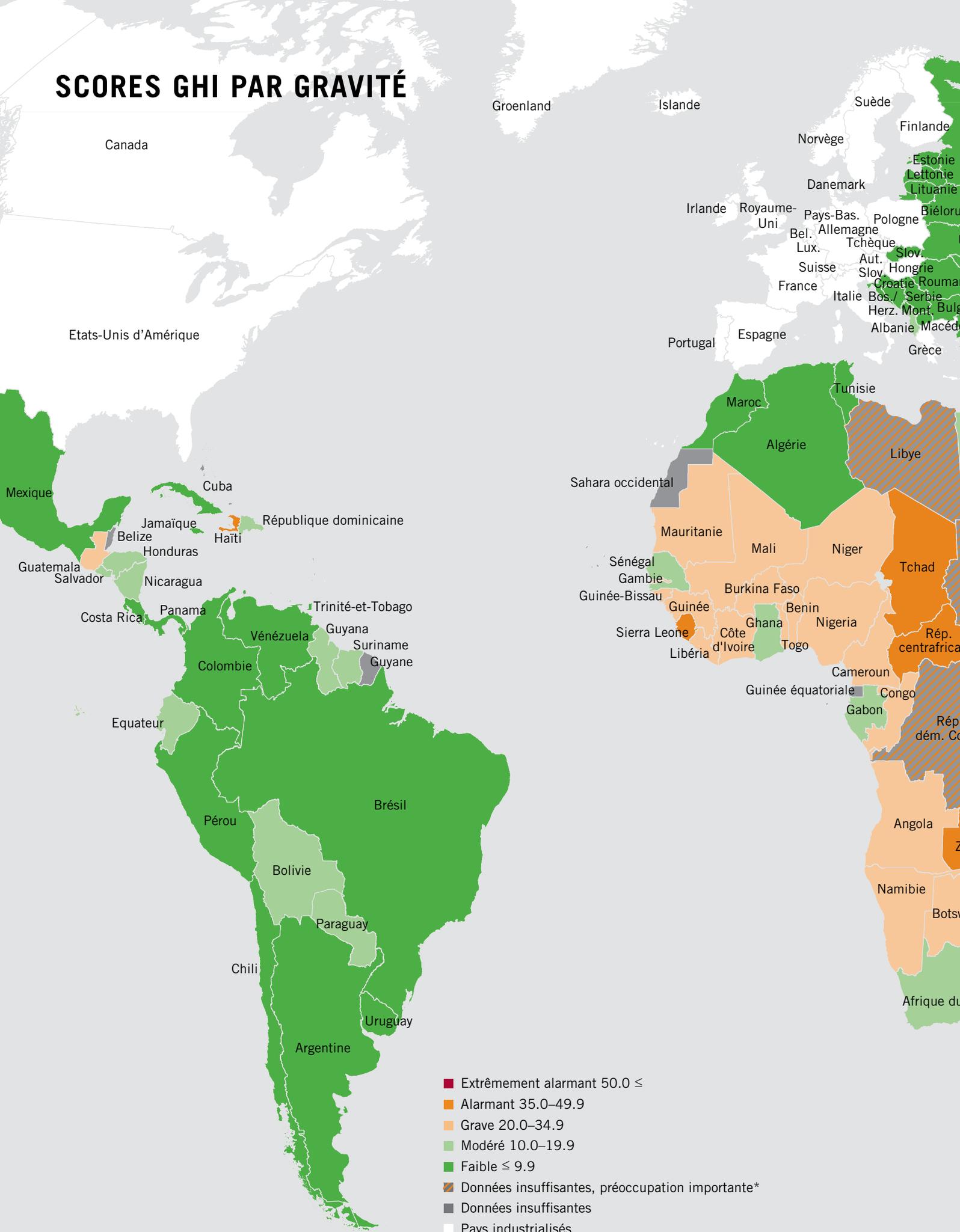
GRAPHIQUE 2 CONTRIBUTION DES INDICATEURS DU GHI 1992, 2000, 2008 ET 2016 PAR RÉGION ET DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT



Source : auteurs

Note : Voir annexe B, [www.ifpri.org/ghi/2016](http://www.ifpri.org/ghi/2016) pour les données sources. Le score GHI régional 1992 pour les pays d'Europe de l'Est et de la Communauté des États indépendants n'a pas été calculé car de nombreux pays n'avaient leurs frontières actuelles.

# SCORES GHI PAR GRAVITÉ



\*Voir l'encadré 2.1, [www.ifpri.org/ghi/2016](http://www.ifpri.org/ghi/2016)



## Les scores au niveau infranational

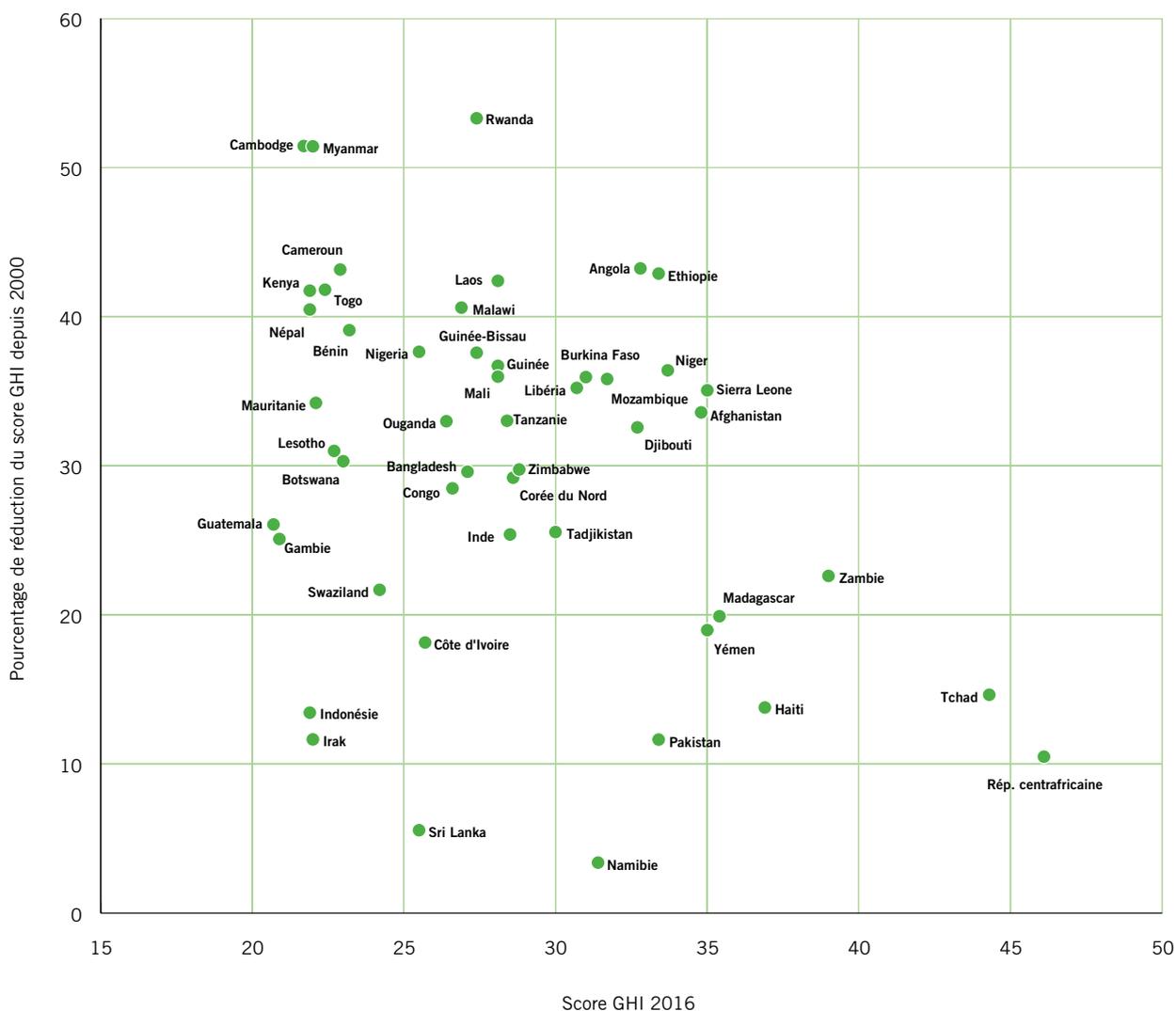
L'Agenda 2030 met l'accent sur l'importance d'utiliser des données ventilées afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte dans le processus de développement. Les indicateurs du GHI ne sont pas toujours disponibles au niveau infranational, et l'investissement dans la collecte de ces données est indispensable. Le GHI 2016 montre que l'inégalité des indicateurs du GHI peut exister pour les pays à tous les niveaux de l'échelle de gravité de l'Inde de la faim. Par exemple, la Jordanie et le Mexique présentent un faible niveau de la faim et de dénutrition à l'échelle nationale. Pour autant, au niveau infranational, les indicateurs varient considérablement. Au niveau national, le Mexique enregistre un faible score GHI 2016 et un score global pour le retard de croissance de 13,6%, selon les données d'enquête les plus récentes. Pourtant, le retard de croissance dans l'État méridional du Chiapas s'élève à 31,4%, dû notamment à l'insécurité alimentaire, les maladies et le manque d'hygiène. Egalement, en Zambie et en Sierra Leone - pays classés dans la catégorie « alarmante » - les valeurs des indicateurs du GHI varient considérablement.

Au Cambodge, dont les réductions de la faim ont été impressionnantes depuis les années 2000, les améliorations ont été inégales entre les provinces. De tels exemples de disparités infranationales servent de tremplin pour de nouvelles recherches sur les circonstances spécifiques, les défis et les causes de la faim au niveau infranational.

## Mauvaises nouvelles

Sept pays souffrent toujours d'un niveau de la faim « alarmant ». La majorité de ces pays se situent en Afrique Subsaharienne, à l'exception de Haïti et de la République du Yémen. Cette année, les deux pays affichant les scores GHI les plus mauvais sont la République centrafricaine et le Tchad (voir graphique 3). Ces deux pays ont également connu un faible pourcentage de la réduction de la faim depuis les années 2000. En République centrafricaine, la violence et les déplacements massifs de populations, causés par quatre ans de guerre civile, ont engendré de lourdes conséquences sur la production alimentaire. Le Tchad, qui a également connu une longue période de guerre civile, a fait face à la détérioration de la sécurité alimentaire en raison d'un afflux récent de réfugiés et des phénomènes météorologiques extrêmes.

GRAPHIQUE 3 ÉVOLUTION DES PAYS DEPUIS L'AN 2000



Source : auteurs

Note : Les pays figurant dans ce graphique sont ceux pour lesquels les scores GHI 2016 sont égaux ou supérieurs à 20, reflétant un niveau de la faim « grave » ou « alarmant ». Ce graphique présente les pays dont les données nécessaires pour calculer leur score GHI étaient disponibles. Certains pays susceptibles de figurer sur ce graphique ne sont pas représentés en raison de données manquantes.

# CHANGER NOTRE MONDE : LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR ÉLIMINER LA FAIM\*

## Un nouvel Agenda pour le développement

En 2015, le monde a réinventé la coopération pour le développement. Les 193 États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont adopté, par consensus, l'Agenda 2030 sur le Développement Durable ; un plan d'action qui intègre les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable. L'Agenda 2030 fixe un objectif clair pour tous les pays et tous les peuples : transformer notre monde pour éliminer la pauvreté et la faim, en commençant par les plus vulnérables ; promouvoir les droits de l'homme, lutter contre l'injustice et pour l'autonomisation des femmes ; renforcer la résilience et minimiser les effets des événements climatiques néfastes. L'ambition de l'Agenda 2030 d'éliminer la faim et la malnutrition est rappelé dans l'Objectif de Développement Durable 2, qui comprend l'accomplissement de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et de l'agriculture durable dans le cadre d'un ensemble complet d'actions interconnectées qui contribueront à la justice sociale, à l'éradication de la pauvreté rurale et à l'amélioration de la santé et du bien-être des personnes.

## Approches novatrices

Le plein potentiel de l'Agenda 2030 ne pourra pas être atteint par des acteurs individuels travaillant seuls, mais par des approches nouvelles et innovantes rassemblant de multiples acteurs travaillant ensemble pour l'objectif commun d'éliminer la pauvreté et la faim. Réflétant la nature de l'Agenda, le Challenge Faim Zéro - plate-forme multipartite pour l'action collective qui associe les gouvernements, le système des Nations Unies, les instituts de recherches et des particuliers - cherche à éradiquer la faim et la malnutrition pour tous d'ici 2030. De même, Compact2025, plate-forme gérée par l'IFPRI, et son hub mondial pour la connaissance et l'innovation qui permet d'expérimenter, d'apprendre et de partager des stratégies pragmatiques orientées vers l'action, soulignent l'importance de la recherche et de la connaissance pour obtenir des avancées en matière de développement. Ces projets mettent en évidence le potentiel des approches innovantes qui réunissent plusieurs acteurs pour une action au niveau des pays.

## Les mesures à prendre

L'Agenda 2030 doit être intégré et mis en œuvre par les acteurs à tous les niveaux. Les États membres doivent être pro-actifs dans sa mise en œuvre en l'adaptant aux contextes nationaux et en développant les capacités nécessaires pour l'engagement de toute

**Le Défi Faim Zéro pourra être accompli en éliminant la pauvreté rurale, en autonomisant les femmes, en transformant l'agriculture et les systèmes alimentaires pour les rendre inclusifs, résilients et durables, tout en préservant les écosystèmes et les ressources naturelles.**

une société dans l'effort du développement. Cela se fera à travers des plans de développement ambitieux, conçus et applicables au niveau local, alignés sur l'Agenda, s'assurant que tout le monde comprenne chacune des actions des gouvernements, leur permettant de demander des comptes aux dirigeants responsables.

## Le rôle des données dans l'action et la responsabilité

Des données et des informations accessibles et fiables sont primordiales, autant pour la prise de décision que pour la mise en œuvre, qu'en matière de responsabilité pour les 14 prochaines années. Assurer un développement inclusif implique que les données soient désagrégées par âge, sexe et groupe de revenus, origine ethnique, statut migratoire, handicap et situation géographique de l'élaboration des politiques. Les gouvernements doivent établir des indicateurs pertinents en fonction des contextes nationaux et assurer le suivi des processus d'examen exhaustifs, participatifs et ouverts.

## Un plan complet, intégré et universel pour le Défi Faim Zéro

La promesse de l'Agenda 2030 ne pourra être tenue sans des progrès rapides pour éliminer la faim et la malnutrition. Dans le même temps, un terme durable à la faim et à la dénutrition ne peut être cependant trouvé de manière isolée. Nous ne pouvons accomplir l'Objectif Faim Zéro qu'en éliminant la pauvreté rurale, en responsabilisant les femmes, et en transformant l'agriculture et les systèmes alimentaires pour les rendre inclusifs, résilients et durables, tout en préservant les écosystèmes et les ressources naturelles.

\*Cette section est la contribution de David Nabarro, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030.

# RECOMMANDATIONS POLITIQUES

## Créer un engagement pangouvernemental pour l'Objectif Faim Zéro

- Intégrer les actions pour l'Objectif Faim Zéro dans les plans de développement nationaux, à travers des objectifs et des indicateurs pour la faim, la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable qui soient ambitieux, adaptés aux contextes nationaux et financés de manière adéquate.
- Travailler avec les ministères des finances et de la planification pour évaluer les investissements budgétaires nationaux nécessaires pour accomplir l'Objectif Faim Zéro ; trouver des voies de financement à long terme pour garantir des plans d'investissement durables.
- Instaurer une cohérence des politiques pour le développement durable au niveau national et international, en vue de parvenir aux impacts prévus en termes de réduction de la pauvreté et de la malnutrition.
- Coordonner l'ensemble des secteurs et des programmes clés, à savoir l'agriculture, la nutrition, la santé, la protection sociale, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), pour accomplir l'Objectif Faim Zéro.
- Mettre l'accent sur l'éradication de la pauvreté, sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les politiques agricoles nationales des pays touchés par la faim.
- Promouvoir une alimentation saine, diversifiée et durable par des politiques agricoles, environnementales et sociales qui définissent le type de nourriture produite et consommée.

## Transformer nos systèmes alimentaires pour transformer notre monde

- Promouvoir des approches novatrices centrées sur l'individu, économiquement viables et durables, pour faire de l'agriculture une des solutions au changement climatique.
- Améliorer les infrastructures, la technologie, le transport et les systèmes de distribution pour minimiser les pertes et les déchets alimentaires et pour préserver les ressources naturelles.

- Mettre l'accent sur la production agricole pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle par la production de biomasse pour l'énergie et les matériaux dans toutes les politiques agricoles.
- Reformuler en profondeur les politiques agricoles dans les pays du Nord pour qu'ils ne freinent pas le développement des marchés agricoles dans les pays du Sud.
- Augmenter durablement la productivité agricole des petits exploitants en garantissant l'accès à la terre, aux marchés, aux connaissances et aux services financiers.

## Ne laisser personne pour compte

- Remédier aux inégalités structurelles qui perdurent au sein des organisations commerciales internationales et des systèmes financiers.
- Garantir que les politiques et les programmes nationaux et internationaux soient conçus pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes de population les plus exclus.
- Renforcer la participation politique, économique et sociale des femmes et des autres groupes généralement exclus. Les gouvernements doivent abolir les lois, les politiques et les pratiques discriminatoires qui conduisent à des inégalités dans l'accès à l'éducation, aux services de santé, aux ressources de production et aux processus de prise de décision.

## Mesurer, surveiller et responsabiliser

- Les organisations internationales et les gouvernements nationaux doivent promouvoir la collecte de données indépendantes, ouvertes, fiables et actualisées, entièrement ventilées par âge, sexe, revenu, origine ethnique, statut migratoire, handicap et situation géographique, pour permettre de suivre et de remédier aux inégalités qui touchent les populations défavorisées.
- Dans les pays industrialisés, des indicateurs doivent être développés pour évaluer l'impact des politiques au niveau mondial, et en particulier dans le Sud.
- Les organisations internationales et la société civile doivent tenir les gouvernements responsables à travers des processus de suivi et d'examen nationaux, participatifs et transparents.

### Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires

2033 K Street, NW  
Washington, DC 20006-1002,  
États-Unis  
Tel. +1 202-862-5600  
Fax +1 202-467-4439  
[www.ifpri.org](http://www.ifpri.org)

**IFPRI** : Klaus von Grebmer, Jill Bernstein,  
Nilam Prasai, Shazia Amin, Yisehac Yohannes

**Nations Unies** : David Nabarro

**Concern Worldwide** : Olive Towey, Jennifer Thompson

**Welthungerhilfe** : Andrea Sonntag, Fraser Patterson

### Deutsche Welthungerhilfe e. V.

Friedrich-Ebert-Straße 1  
53173 Bonn, Allemagne  
Tel. +49 228-2288-0  
Fax +49 228-2288-333  
[www.welthungerhilfe.de](http://www.welthungerhilfe.de)  
Membre de l'Alliance2015

### Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street  
Dublin 2, Irlande  
Tel. +353 1-417-7700  
Fax +353 1-475-7362  
[www.concern.net](http://www.concern.net)  
Membre de l'Alliance2015

Les frontières, les noms et les désignations utilisées sur la carte ne constituent en aucune façon la reconnaissance ou l'expression d'un soutien officiel de la part de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), ses partenaires ou collaborateurs.  
Crédit Photo : Panos/S. Torfinn, 2008.  
Copyright © 2016 Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires. Tous droits réservés.  
Contacter [ifpri-copyright@cgiar.org](mailto:ifpri-copyright@cgiar.org) pour la permission de réimprimer.  
DOI : 10.2499/9780896292284.

Pour les références complètes, voir le rapport sur : [www.ifpri.org/ghi/2016](http://www.ifpri.org/ghi/2016).